Les principaux enjeux environnementaux du siècle

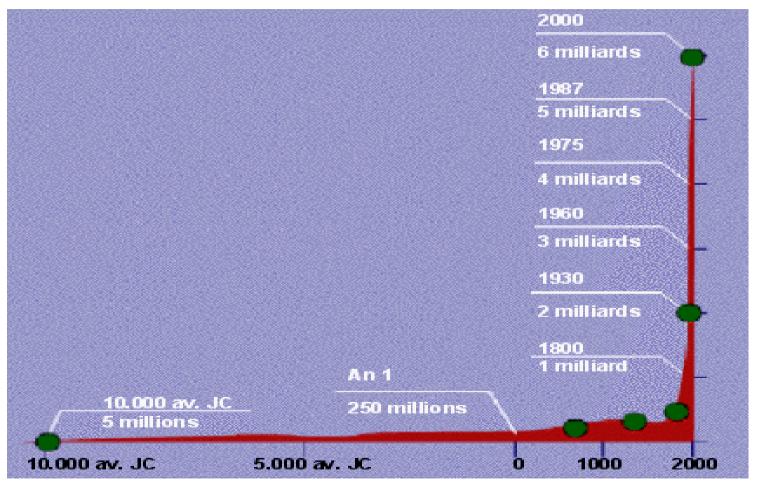
Dominique Dron
Ecole des Mines de Paris / CEP

IHEDATE 11 octobre 2007

Quatre risques environnementaux pour l'humanité spécifiques du XXIème siècle

- Le climat
- La diversité biologique
 - L'eau
- L'imprégnation chimique

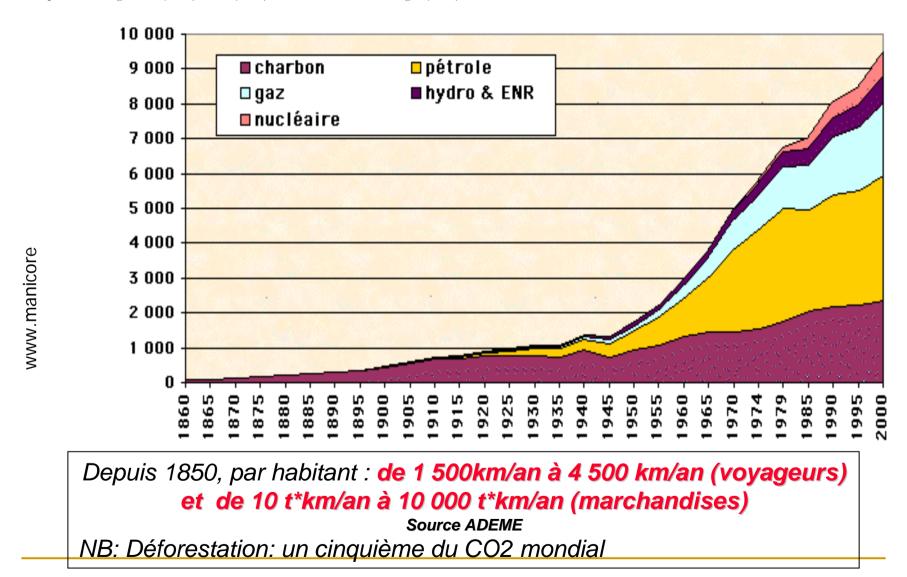
Un choc de population pour l'espace Terre

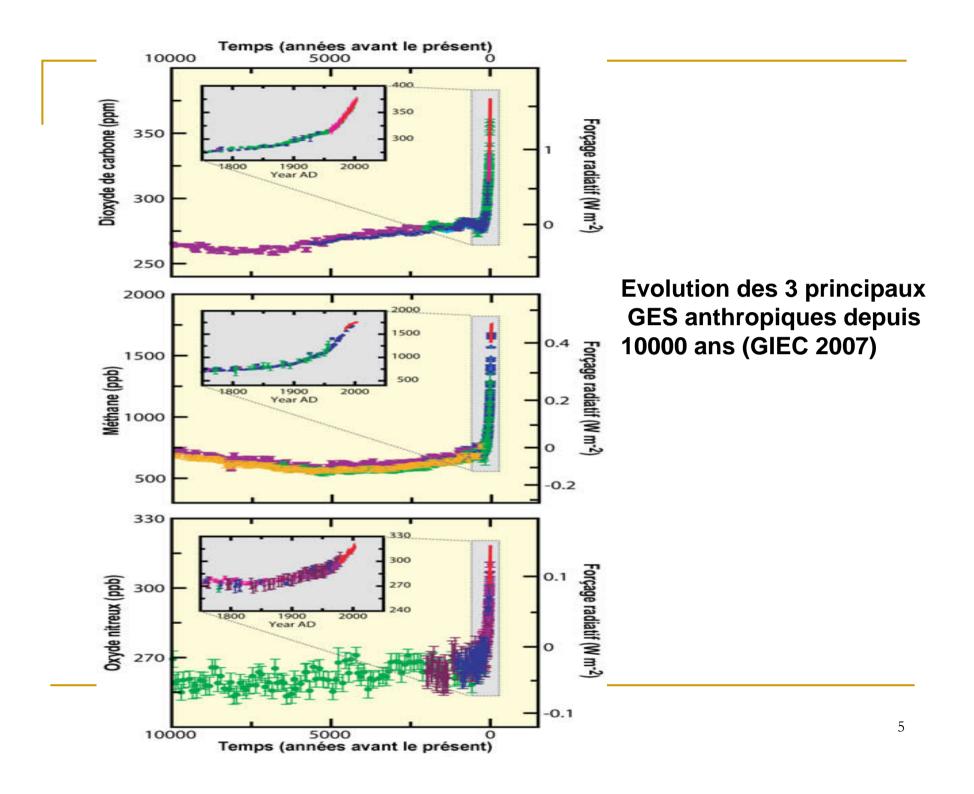


www.manicore d'après Schilling & Al. (1977), IEA (1997),

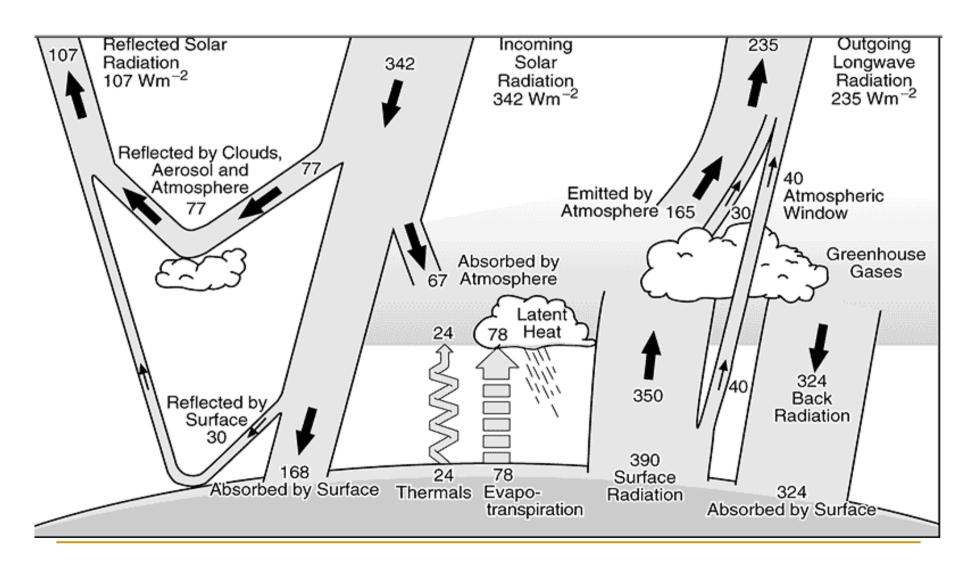
Les hydrocarbures : une explosion récente

d'après Schilling & Al. (1977), IEA (1997), Observatoire de l'Énergie (1997)

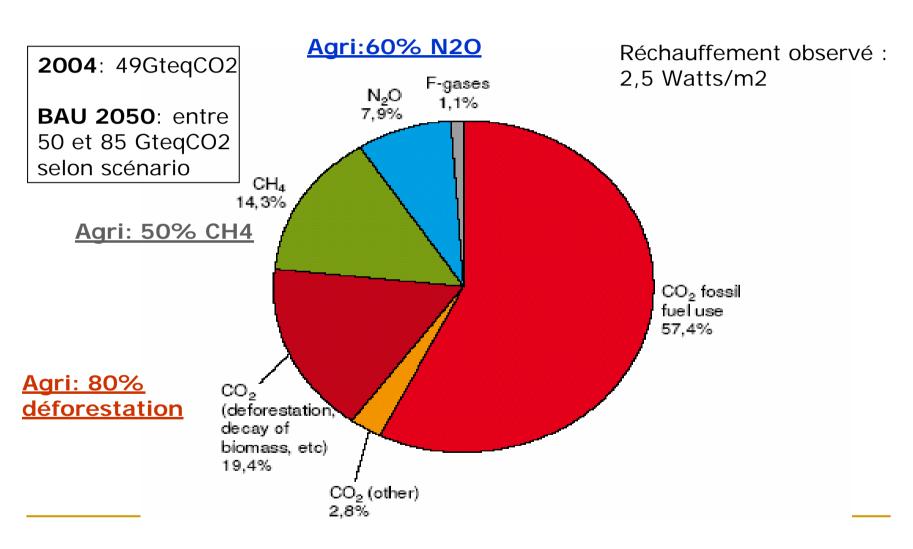




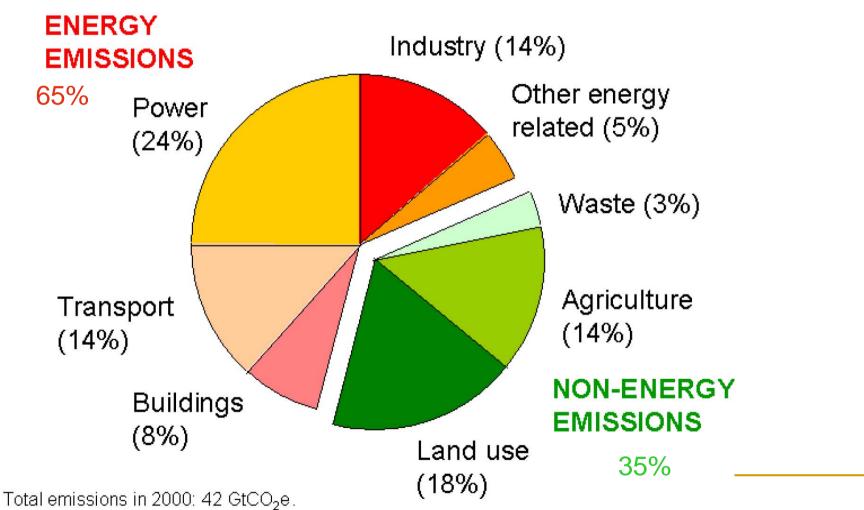
L'effet de serre au naturel



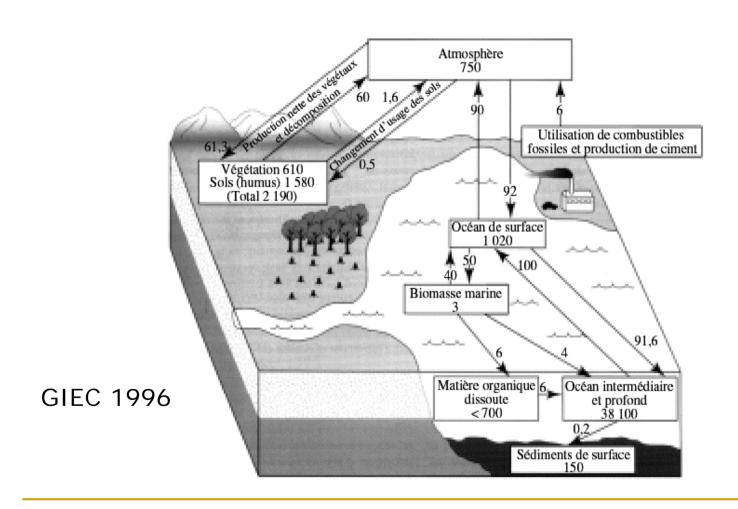
Emissions mondiales de GES – par gaz - 2004 (GIEC 2007)

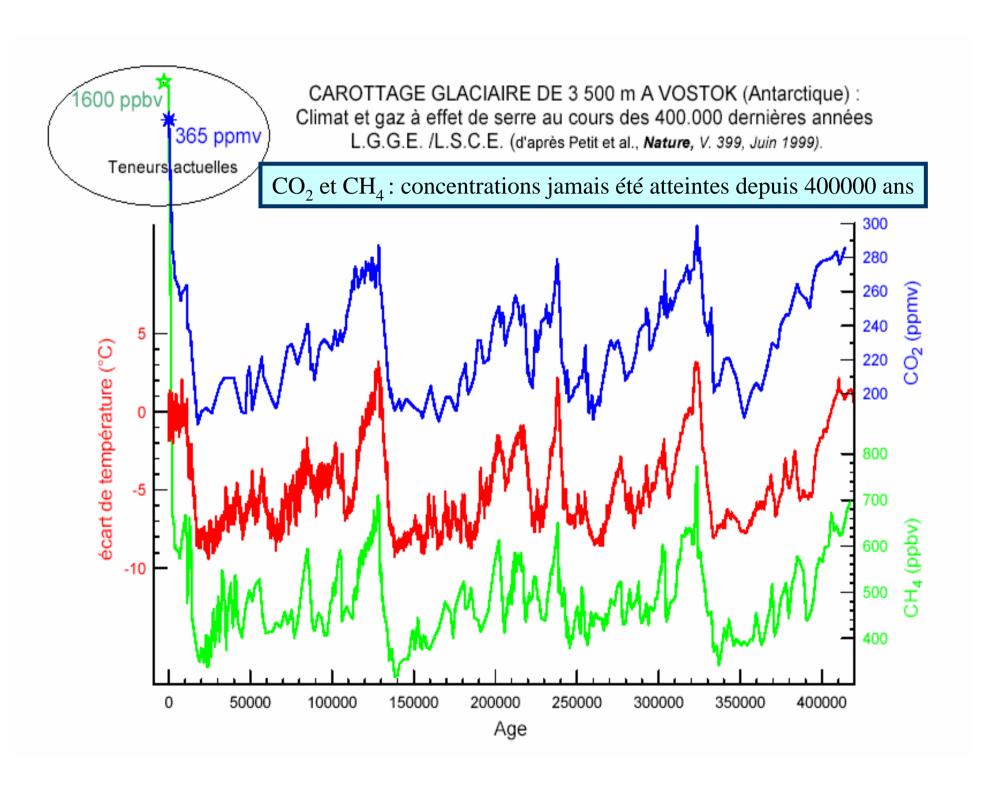


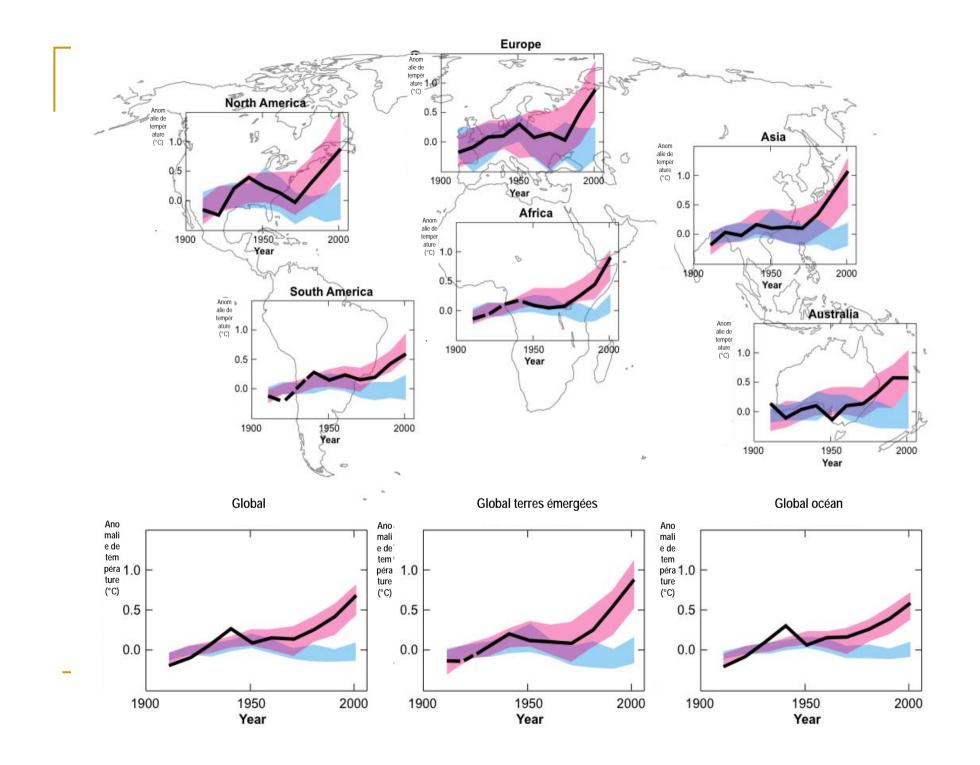
Stern Review 2006 (GIEC 2007): émissions mondiales anthropiques



Maintenir 3 à 3,5GtC de « puits » demande des systèmes vivants en bon état





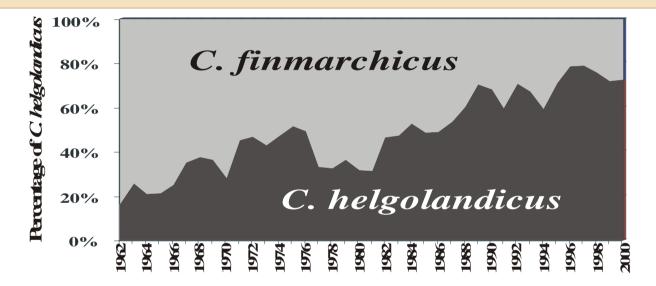


Constats

- 280ppm en 1750, 384ppm en 2006, +2ppm/an (2,08 en 2003; 2,54 en 2004).
 L'humanité émet deux fois plus de carbone que le système terre-atmosphère ne peut en capter
- Réchauffement exceptionnel depuis 1 siècle (plus depuis 50 ans, plus la nuit) : +0,8°C (2,8W/m2), +2,5°C sur l'Arctique
- Antarctique:+3,5°C depuis 1945 ; 100Mt/an de glace perdues; Arctique: 40% calotte en moins depuis 1960
- Réduction de 80% des glaciers du globe; recul du permafrost sibérien
- Réchauffement des océans (+1°C en NZ sur 100 ans)
- Elévation du niveau des océans: 1,5 à 2mm/an au XXème, 3 aujourd'hui
- Été 2003 en Europe: 20 à 30% de production biologique en moins, relargage de 500MtC (4 ans), 35000morts
- Energie des cyclones atlantiques doublée entre 1930 et 2004, les plus importants (4-5 cat) passent de 18% (1970) à 35% (2004)
- Des phénomènes accélérateurs identifiés et mesurés qui pourraient aboutir à des températures de fin de siècle de +8°C en tendanciel>> nécessité de rester dans les scénarii minimaux

Marine species composition

- Northward shift of zooplankton species by up to 1 000 km and major reorganisation of plankton ecosystems over last 30 years
- Increase of presence and number of sub-tropical species in the North Sea over the last decade

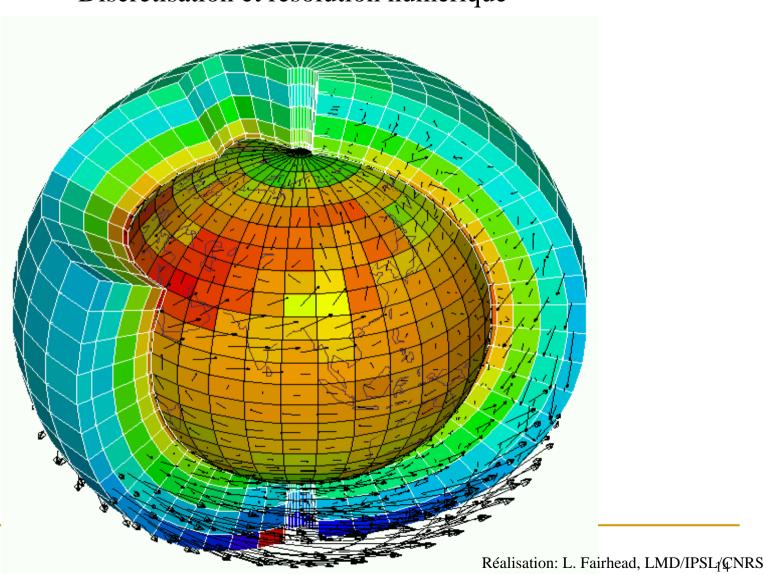


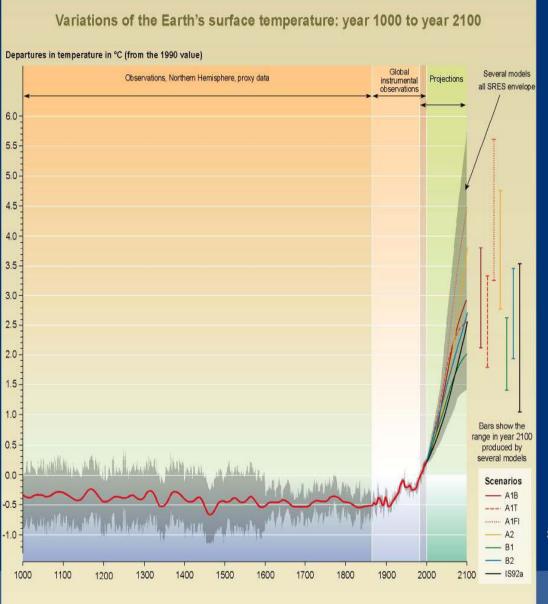
Further northward shift

Data-sources: SAHFOS (CPR), ...

Modélisation numérique 3D du climat

Discrétisation et résolution numérique

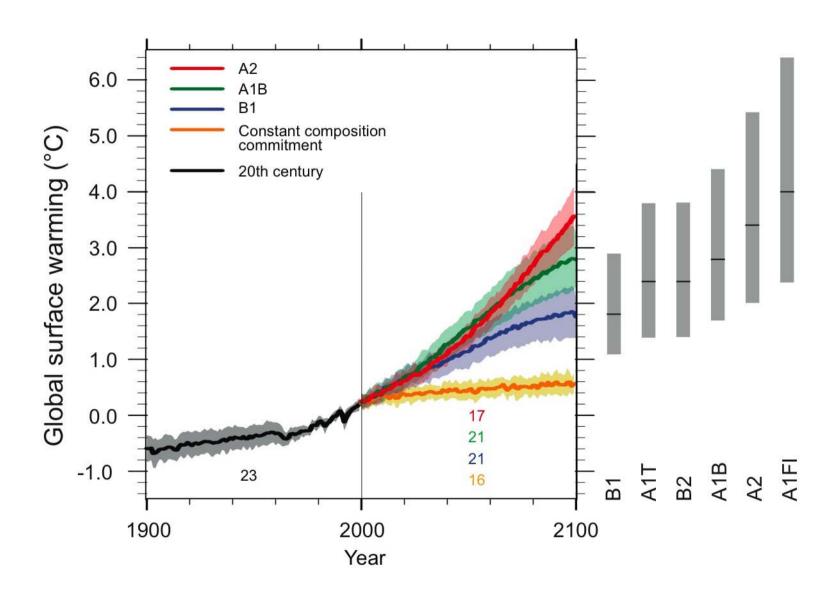




SYR - FIGURE 9-1b



Prévision d'évolution du climat : résultats (GIEC 2007)



Conventions de langage GIEC

Certain

Probabilité 100%

Quasi-certain

Probabilité>99%

Très probable

99>Probabil.>90%

Probable

■ 90>Probabil.>60%

GIEC 2007: confirmations

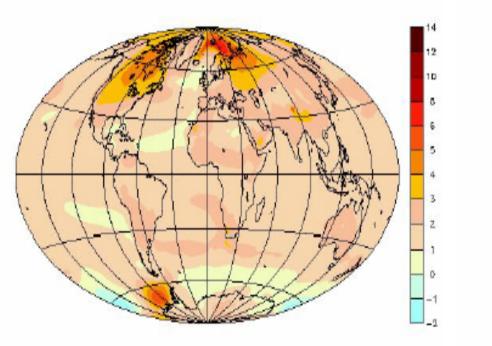
- **+0,76°C depuis 1860**, dont +0,74°C depuis 1900 et +0,2°C depuis 1990
- Sur les 12 années les plus chaudes depuis 1850, 11 sont dans les 12 dernières: 2007? 1998 2006 2005 2002 2003 2004...
- Les changements climatiques observés depuis 1950 sont dus aux GES humains à 90-95% (66-90% GIEC 2001)
- Emissions annuelles: 2GtC 1950 >> 8GtC 2006 procès-énergie et 1,5GtC/an territoire (dont 80% « clearing »)
- Puits naturels: 3 à 3,5GtC/an (cycle de 150GtC/an)

GIEC 2007: aggravations

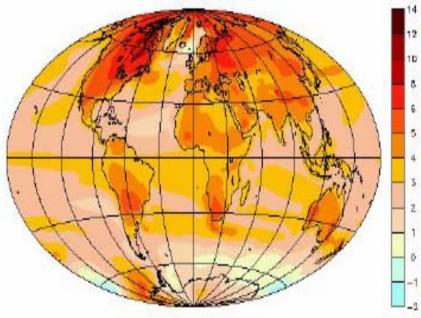
- « Fourchette » scénarii 2100: +1,6 à +6,8°C/1900 (66-90%)
- Depuis 2000, rythme supérieur au scénario A1F1...
- Tendanciel:
 - T° 2050 = [+1,8°C; +2°C]/XIX°, soit [1,05°C; 1,25°C] /2005 = triplement de la vitesse de réchauffement
 - BAU 2100: entre +3°C et +6°C
- Inéluctable :+0,4°C entre 2000 et 2020 contre +0,7 en 150 ans
- Stabiliser à +2°C (avec 50% de chances) = 450ppm CO2eq
- >pic émissions mondiales pour 350ppmCO2: avant 2010
- >pic émissions mondiales pour 450ppmCO2: 2015-2020

Réchauffement fin XXI° sous B1 (+2°C) et A2 (+4,5°C)

IPSL 2005

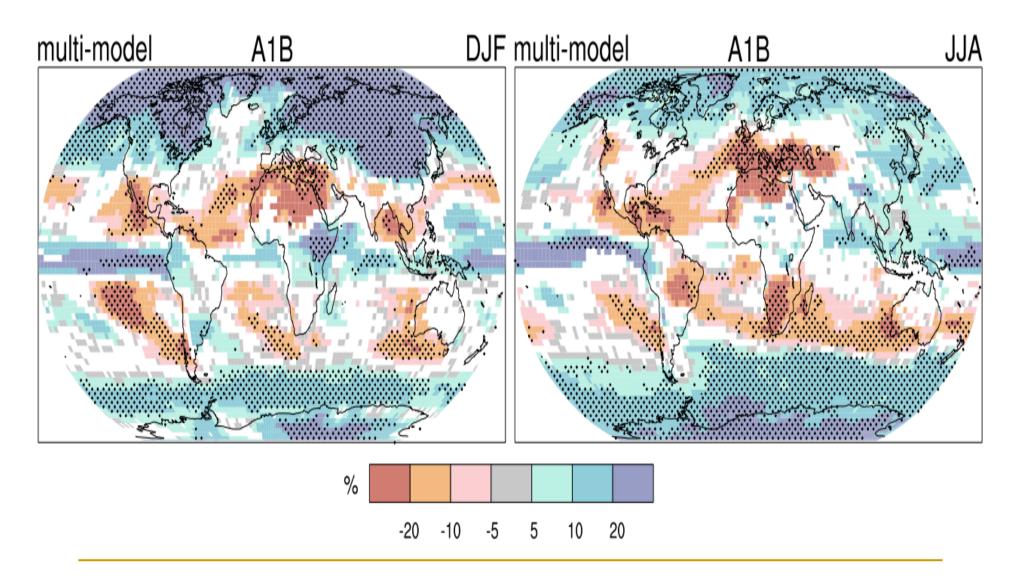


IPCC / IPSL - SRESB1 scenario - Anomalies de la temperature (deg C)
(2090-2099) comparee a (2000-2009)



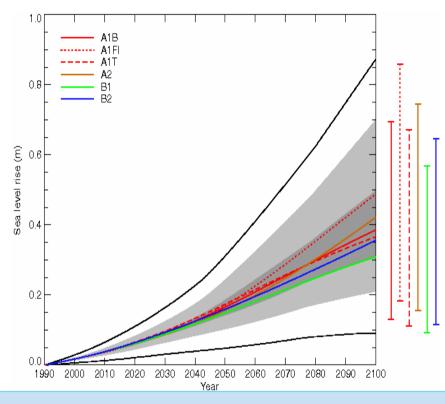
IPCC / IPSL - SRESA2 scenario - Anomalies de la temperature (deg.C) (2090-2099) comparee a (2000-2009)

Simulations de précipitations (GIEC 2007)



 Sea levels around Europe increased by between 0.8 mm/yr (Brest and Newlyn) and 3.0 mm/year (Narvik)

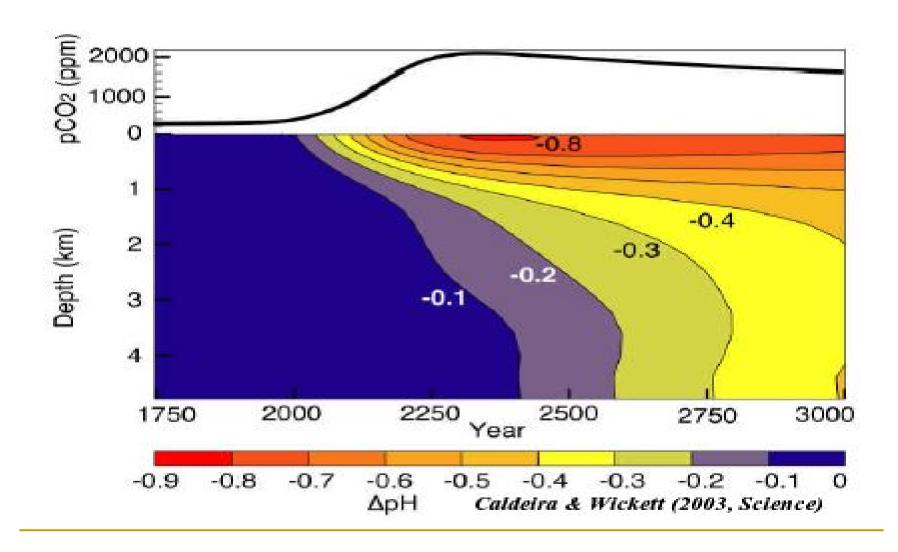




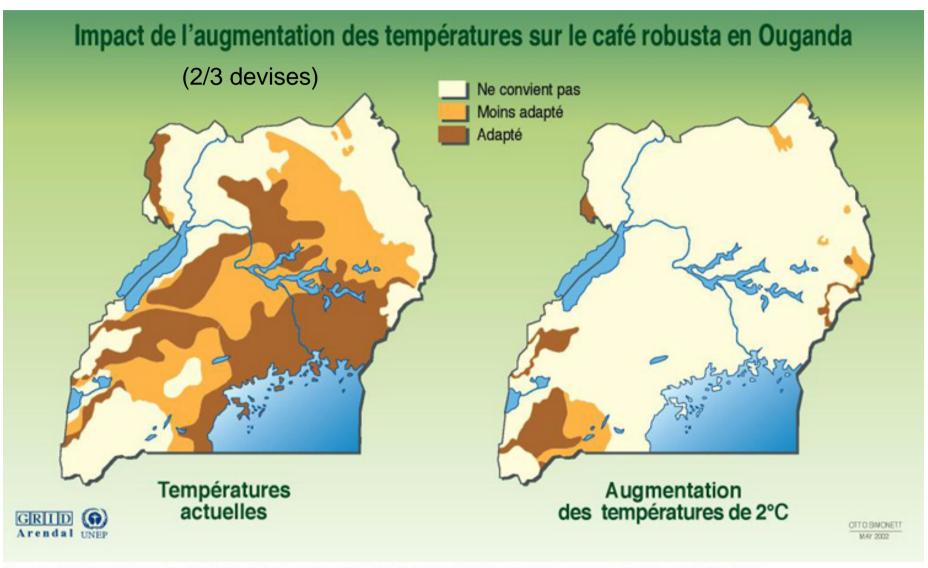
- Projected rate of SLR in the 21st century is 2.2 to 4.4 times higher
- Sea level is projected to continue to rise for centuries

Data-sources: PSMSL, ESEAS,...

Plus de CO2 dans l'air signifie aussi un océan plus acide



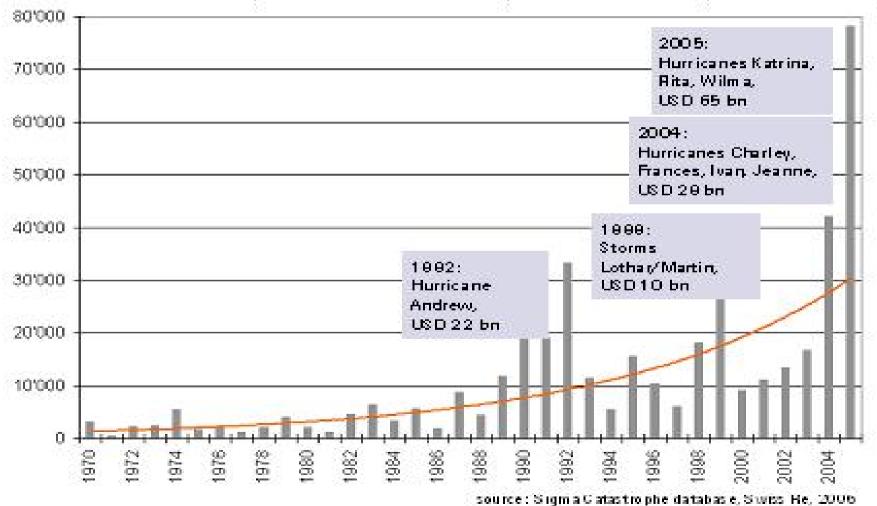
Des cultures ne seront plus possibles aux mêmes endroits



Source : Otto Simonett, Impacts potentiels du réchauffement mondial, GRID-Genève, étude de cas des changements climatiques, Genève, 1989 Source : GIEC/2GRID

Les plus importantes catastrophes naturelles assurées 1950 – 2005 (source Swiss re)

Insured natural catastrophe losses 1970-2005 (excl EQ, USD mio, price level 2005)



G\$ 2004		morts et disparus	année	pays	
45	Katrina	1281 (1,5M déplacées)	2005	USA	
32,4	WTC	3025	2001	USA	
22,3	Andrew	43	1992	USA Bahamas	
18,4	Séisme Northridge	61	1994	USA	
11,7	Ivan	124	2004	USA Caraïbes	
10	Rita	34	2005	USA	
10	Wilma	35	2005	USA Mexique	
8,3	Charley	24	2004	USA Caraïbes	
8,1	Mireille	51	1991	Japon	
6,9	Daria	95	1990	France, UK	

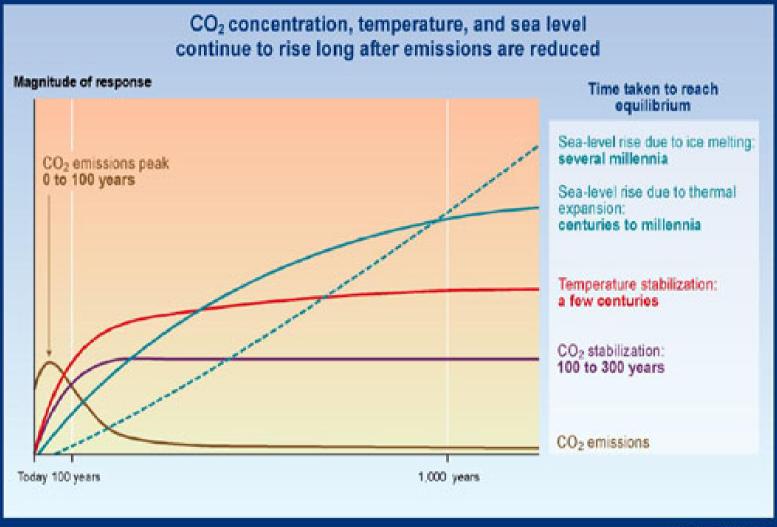
EFFETS GLOBAUX DE QUELQUES SEUILS THERMIQUES relations températures/ppm et températures/époque d'après GIEC 2007 ; relations températures/effets d'après GIEC (Exeter) février 2005

©D. Dron - EMP/CEP

T°C/XIX	T°C/1990	ppmCO2eq	Niveau	quelques effets	époque sous	époque
(stab)		(med. approx ¹ .)	mers cm²		B1 ?	sous A2?
+l	+0,5	380		perte des récifs coralliens >80%	2015	2015
+2	+1,5	450	0,15/0,35	1,5Md personnes en penurie d'eau ; perte d'un quart à 50%	2070	2050
				des espèces vivantes selon les zones ; perte totale des récifs		
				coralliens		
+2,7	+2,2	520		fonte calotte Groenland : +6 à 7m ; 2,5Md personnes en	>2100	2070
				pémurie d'eau : forêt amazonienne totalement remplacée par		
				la savane (>>+1,5°C) ; -80% récoltes en Afrique du sud		
+3	+2,5	560	0,20/0,45	fonte calotte ouest antarctique: +6 à 7m ; inversion	>>2100	2080
				généralisée des puits de carbone végétaux; plus de 3 Md		
				personnes en pénurie d'eau		
+4	+3,5	710	0,23/0,51	<30% risques d'arrêt CTNA avant 2100 et moins de 10% à		2100
				+2°C (Rahmstorf 2005);		
				-25% awant 2100 en A1B (GIEC2007)		
>+4,5	>+4	>770	0,26/0,59	perte d'un tiers à 60% des cultures majeures en moyenne sur		2110
				le globe		

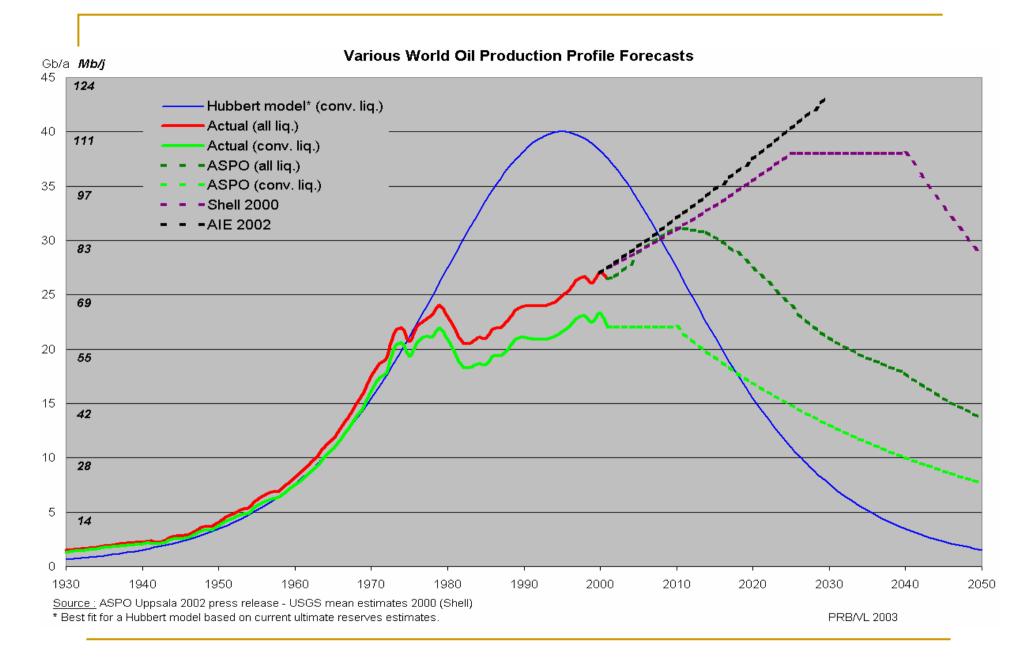
Ordre de grandeur ne reflétant pas la totalité des recouvrements des intervalles de confiance des scénarios.
Sans tenir compte des fontes des glaces polaires.

27



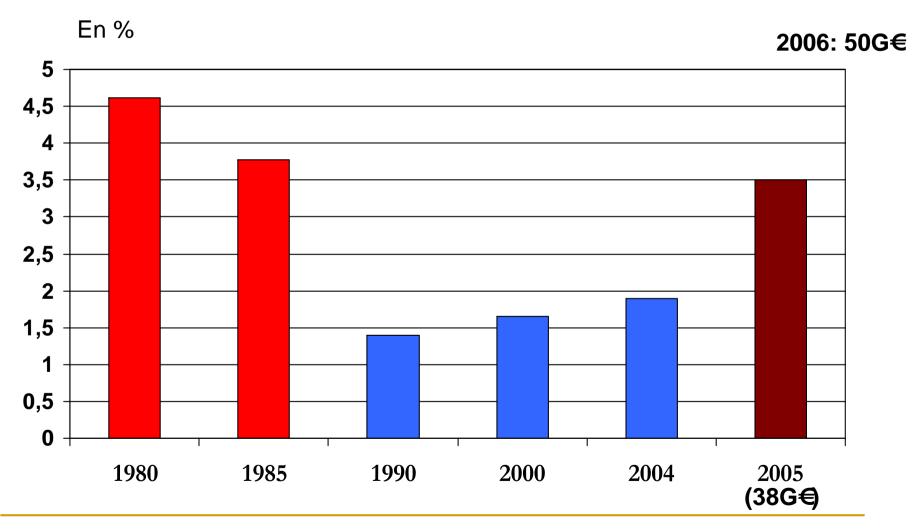
SYR - FIGURE 5-2



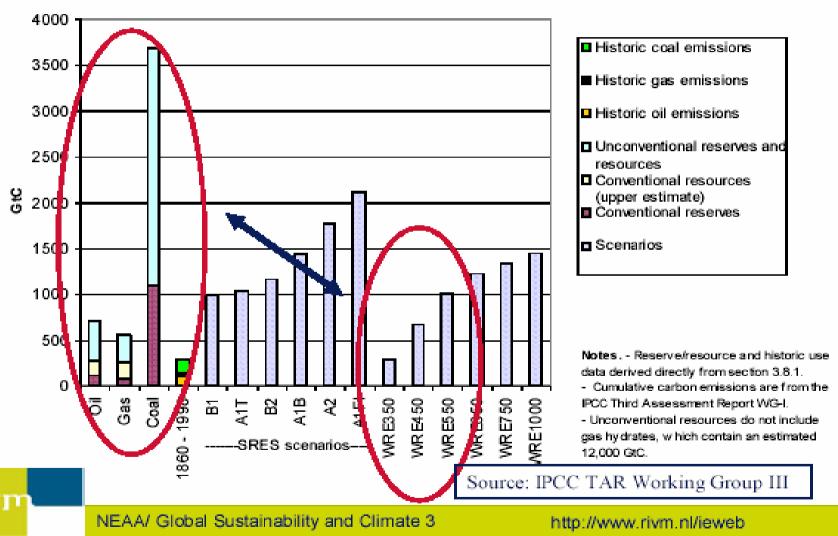


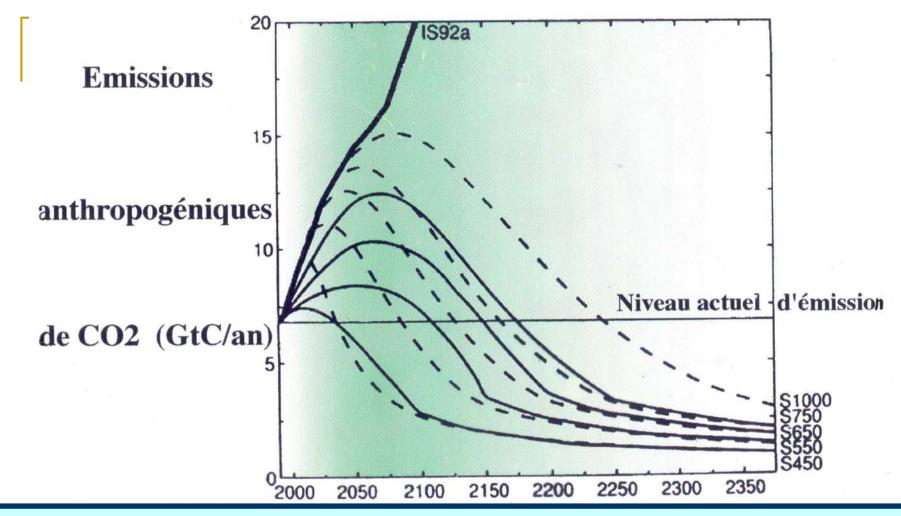
Poids de la facture énergétique dans le PIB

(P. Radanne / Observatoire de l'Energie)



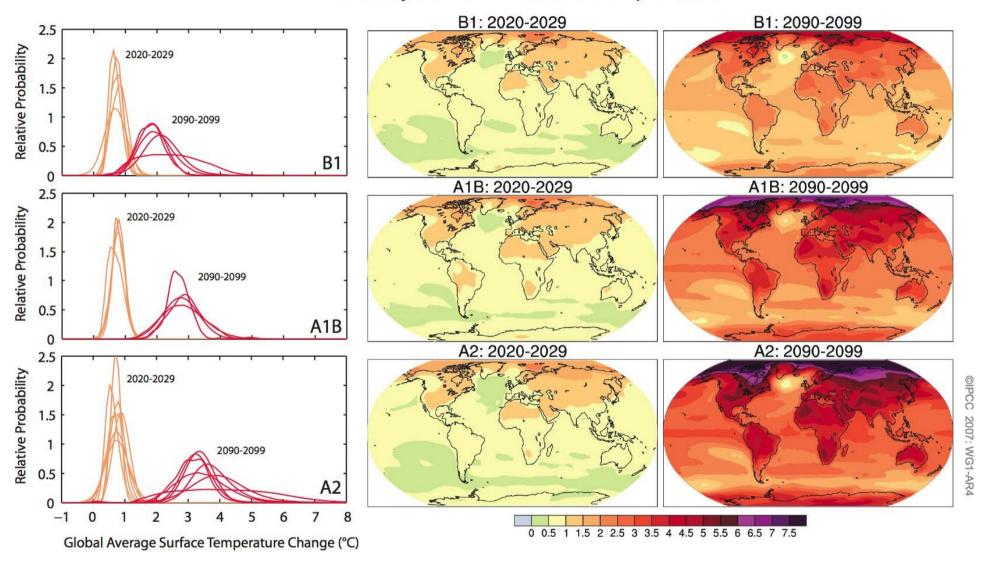
Shortage of fossil fuel is not going to help to stabilise CO2 concentrations





Même en cas de stabilisation de l'effet de serre à la fin du siècle, la température et, encore plus, le niveau de la mer vont continuer à augmenter régulièrement S'y ajoute à l'échelle de quelques siècles un risque de fonte partielle du Groenland. On peut craindre une élévation du niveau de la mer de quelques mètres au milieu du millénaire.

AOGCM Projections of Surface Temperatures



Objectif politique européen, japonais, californien...: ne pas dépasser +2°C/XIX°

Conseil européen 2002:

- Pas plus de 2°C d'élévation de la température moyenne annuelle du globe/XIX°
- Soit 350-380ppm de CO2, 450ppm CO2eq (avec 50% de chance de rester sous 2°C)
- C'est diviser par 2 les GES mondiaux et par 4 à 5 ceux des pays industrialisés en 2050
- Conseil environnement 2005:
 - -20 à 30% GES en 2020/1990
 - -60 à 80% GES en 2050/1990
- Conseil européen 2006:
 - -20% en 2020 (dont -20% consommations énergétiques et 20% renouvelables); -30% si évolution internationale convergente
- Les 20 prochaines années décideront de la température stabilisée du globe

Quelques réactions internationales

- Juin **2003** : **Swiss Re** n'assure plus en responsabilité civile les entreprises négligentes en réduction de GES
- Rapport ABI 2004 : politiques de réduction des expositions aux risques, publiques et privées, comme base pour juger du TRI des entreprises et de l'assurabilité des biens sur les territoires
- Décembre 2006: les assureurs américains refusent le risque inondation des constructions côtières sur le littoral atlantique, et certains opérateurs le proposent mais à prix très élevé
- 2004: Carbon Disclosure Project: 95 invest. instit. exigent des 500 plus grandes entreprises US qu'elles publient leurs émissions de GES
- CalPERS 2005 : prend en compte les risques financiers pour manque de politique environnementale
- 2007: Mark & Spencer renonce à l'avion pour ses approvisionnements sauf cas exceptionnels

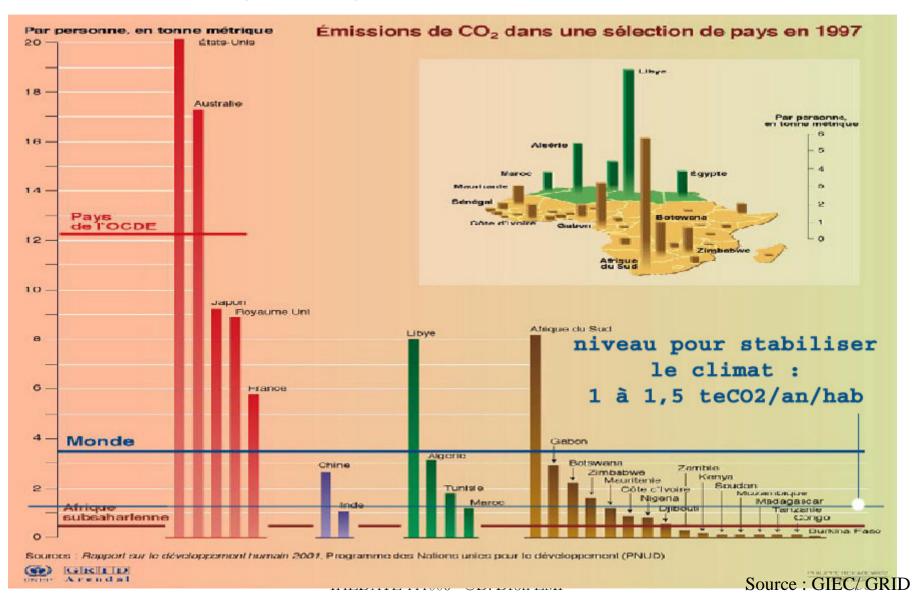
Les étapes de la Convention Climat

- 1988 naissance du GIEC: le problème. FAR 1990
- 1992 Convention climat Rio: l'objectif: « les concentrations de GES doivent être stabilisées à un niveau empêchant toute perturbation dangereuse du climat »
- 1995 mandat de Berlin: comment faire? SAR 1996
- 1997 protocole de Kyoto: le cadre et les objectifs chiffrés 2010: -5,2% des émissions des pays industrialisés: UE -8%, Japon -6%, USA -7%
- 2000 échec de la Haye (COP6), reprise à Bonn (COP6bis)
- 2001 accords de Marrakech: les outils juridiques et économiques en place. Mais les USA sortent et la Russie hésite. TAR 2001
- 2002 Delhi: les outils se peaufinent, les grands PED et les USA freinent.
- 2003 Milan: on attend la Russie...
- 2004 Buenos-Aires: l'adaptation gagne, Chine et Australie bougent, les USA (fédéral) non
- 16 février 2005:entrée en vigueur du protocole de Kyoto
- 2005: Montréal, « COP/MOP1 »: Kyoto confirmé par la finance; la préservation forestière reconnue, USA toujours « out » malgré leurs états et Katrina
- 2006: Nairobi dans l'attente des élections américaines; les questions de l'adaptation et de « l'après-2012 » apparaissent cruciales mais en suspens
- FAR 2007: les phénomènes accélérateurs: élargissement vers le haut de la fourchette des températures et des coûts

Dispersion des émissions individuelles de CO2 dans le monde (obj: 1-1,5tCO2/hb; 4 en 2000)

Pays (2000)	tCO2 /hab		
Qatar	68		
Etats-Unis, Australie	25		
Russie	13		
Japon, UE	10		
Brésil	5		
Chine	4		
Inde, Burkina-Faso	2		
Rwanda	0,5		

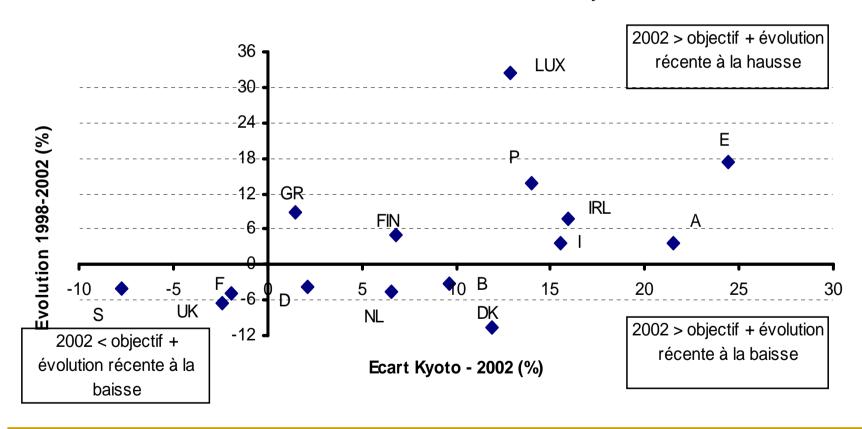
Diviser par 2 la moyenne mondiale par habitant, c'est diviser par 10 pour certains



Position des Etats-membres de l'UE en vue de Kyoto

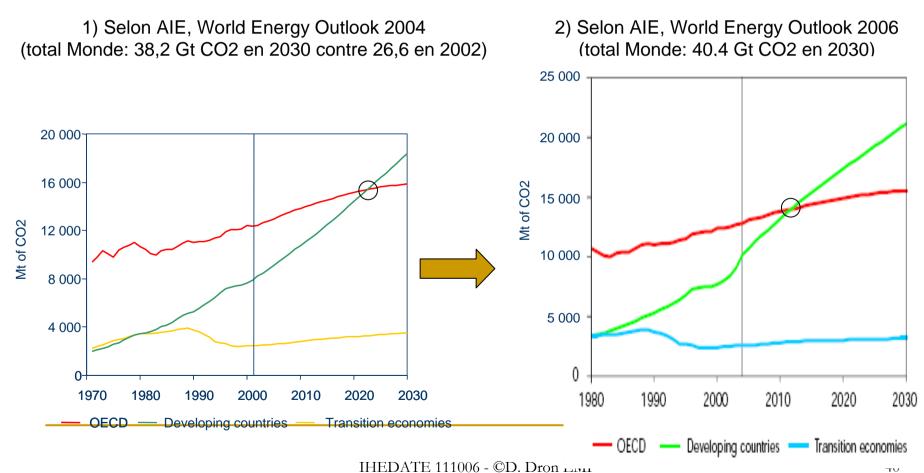
Source Citepa (M. Tuddenham) 2005

Position des Etats membres en vue de Kyoto



Un tendanciel non soutenable: +60% CO2 énergie émis d'ici 2030 (source Obs. de l'Energie 2007)

 Accélération des émissions de CO2 des pays en développement, selon le scénario tendanciel de l'AIE



Objectifs climatiques et effort de réduction des émissions

◆ L'objectif de limitation de l'augmentation attendue de la température moyenne (pas plus de 2°C selon l'UE) imposera un effort significatif de réduction des émissions

Profil d'émission	Augmentation temp. / pré-ind. (pour sensibilité climatique médiane)	Objectifs 2050 comparés aux émiss. 1 Annexe I Non Annexe	
S650e	+ 2.5°C / pre-ind.	/ Facteur 2	X 2 pays émergents
S550 CO2	+ 1.9 °C / 2000		X 5 pays moins avancés
S550e	+ 1.6°C / pre-ind.	/ Facteur 4	X 1 pays émergents
S450 CO2	+ 1.0 °C / 2000		X 3 pays moins avancés

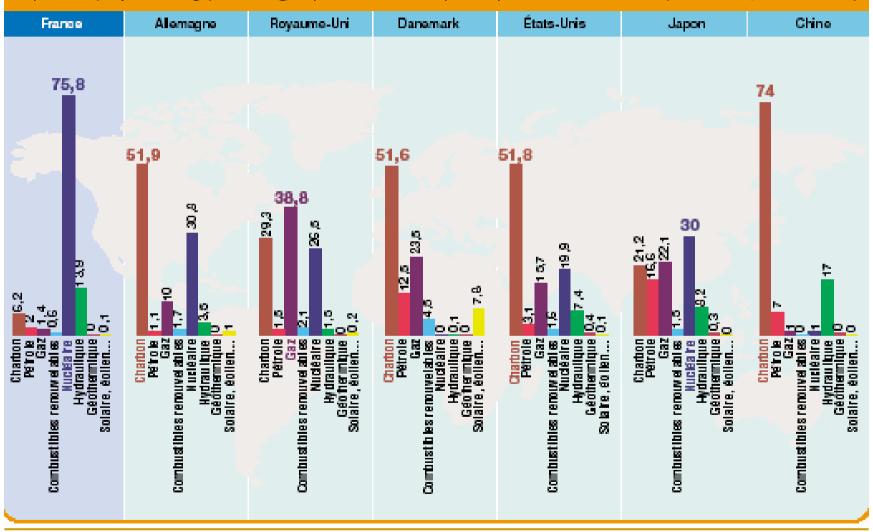
P. Criqui LEPII-EPE

ENSMP 13 février 2006

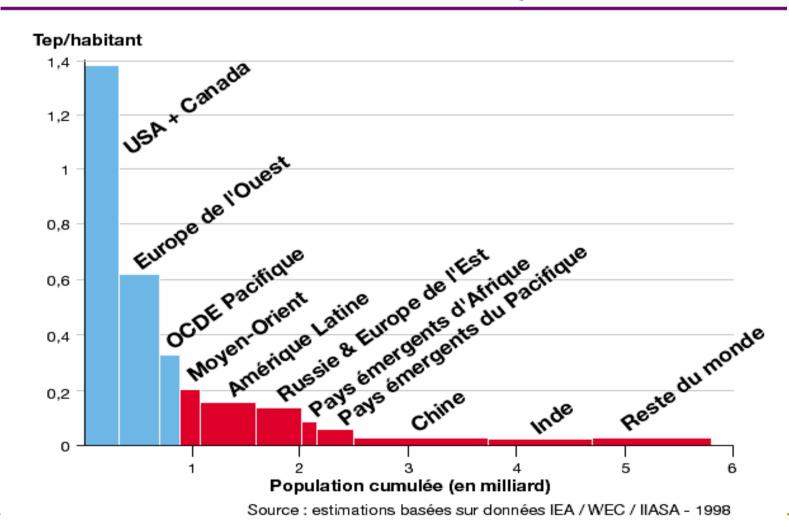
16

Le bouquet énergétique électrique dans le monde : le charbon encore en tête en Allemagne, aux États-Unis et en Chine

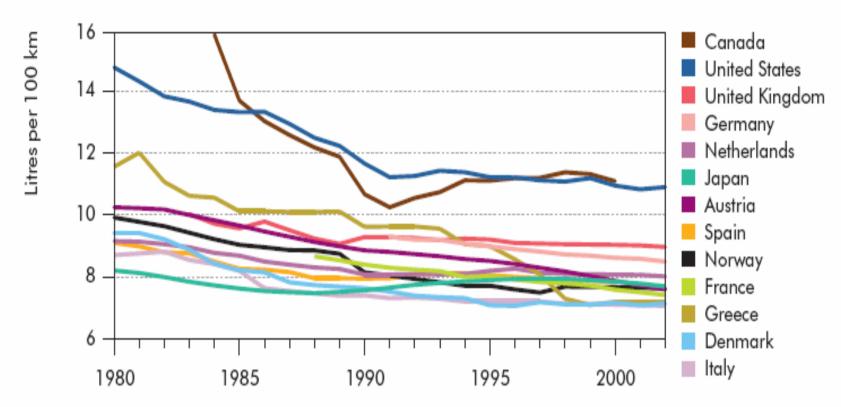
Répartition (en pourcentage) des énergies primaires utilisées pour la production d'électricité (Source AIE, chiffres 1999).



Consommation de carburant par habitant







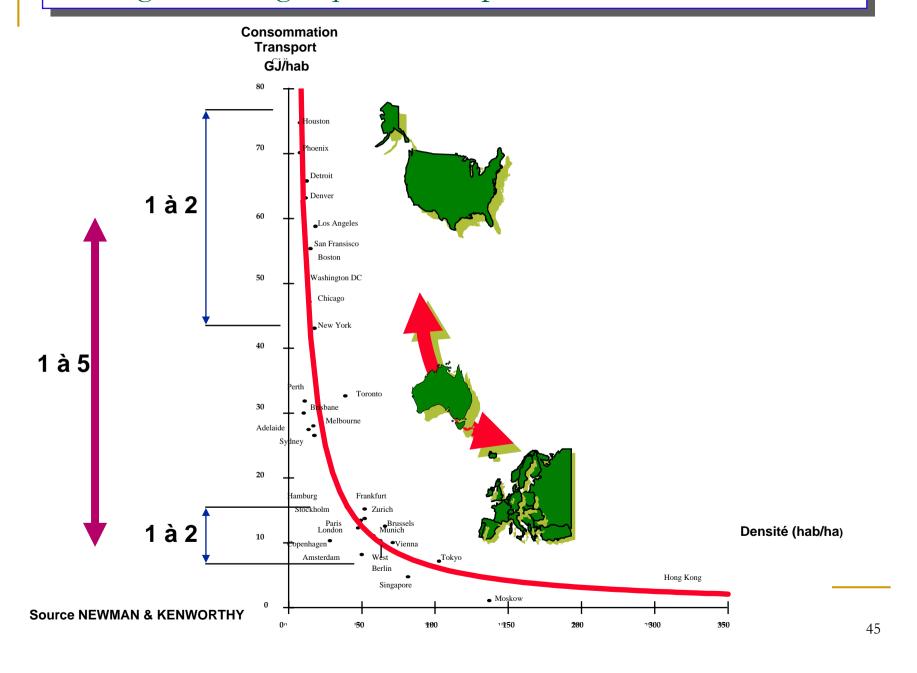
Source: IEA and Odyssee.

Key point

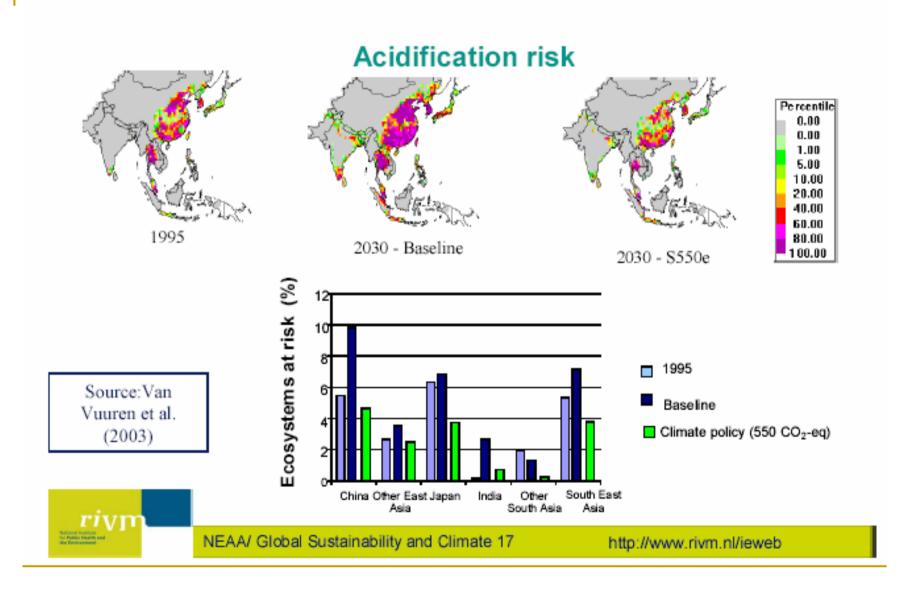
Fuel intensity has tended to improve, but it remains very different among OECD regions.

© 2006 OECD/IEA

Des régimes énergétiques très dispersés...

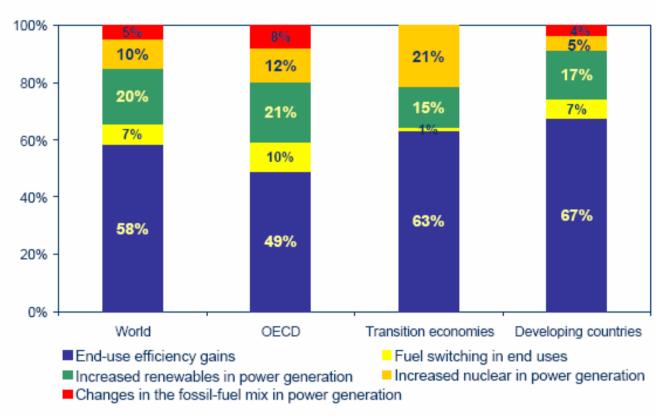


Co-benefits can reduce costs of stabilisation





Contributory Factors in CO₂ Reduction 2002-2030



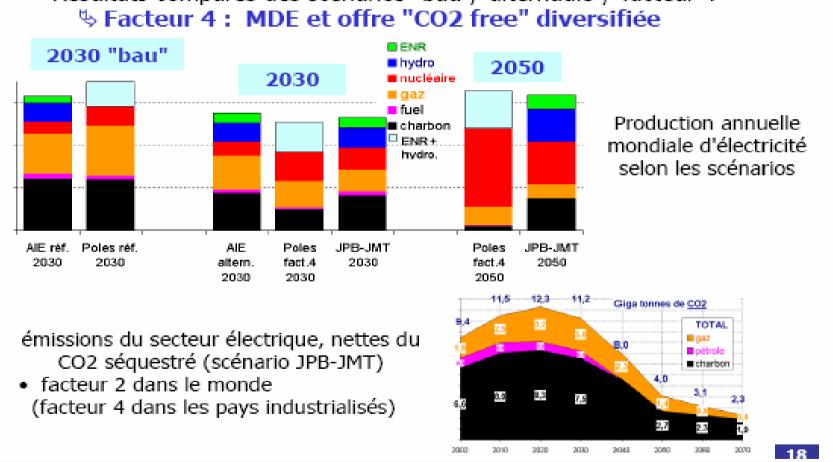
Improvements in end-use efficiency contribute for more than half of decrease in emissions, and nuclear for 10%

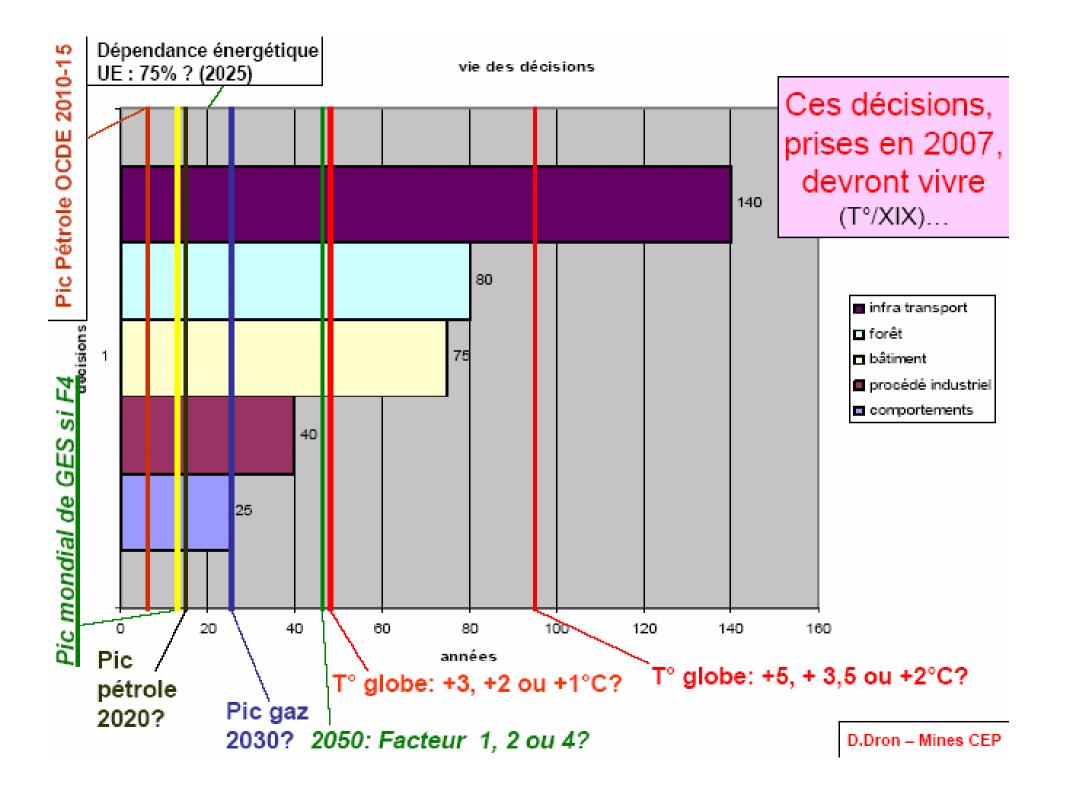
INTERNATIONAL ENERGY AGENCY

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE

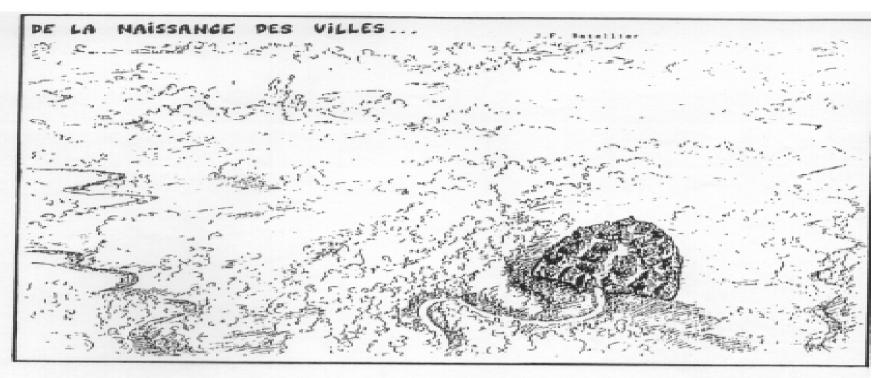
Quelques scénarios mondiaux F4 pour la production énergétique : AIE / Poles 2004 / EDF (JP Bouttes, EDF)

Résultats comparés des scénarios "bau"/"alternatifs"/"facteur 4" Facteur 4 : MDE et offre "CO2 free" diversifiée





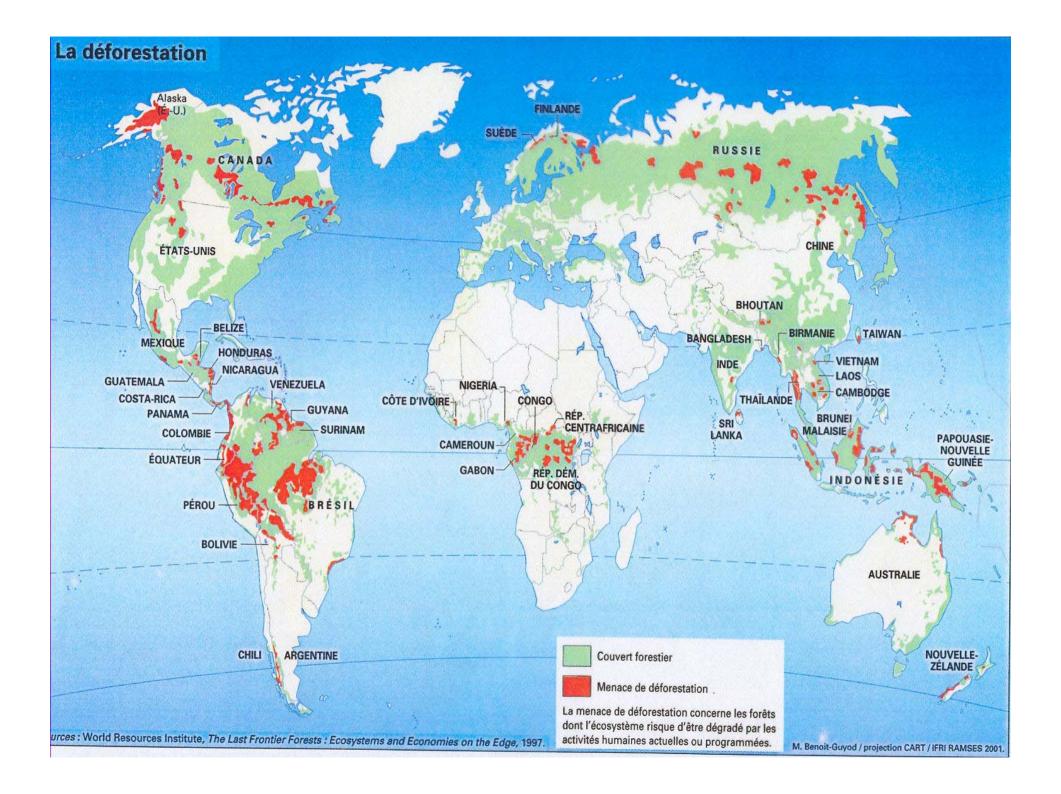
L'érosion du vivant





Une dégradation éclair

- Sont menacés d'extinction rapide dans le monde :25% mammifères (dont 75% en forêts tropicales), 11% oiseaux, 20% amphibiens, 30% poissons pêchés (+ 50% exploités au maximum), 13% des plantes vasculaires
- En France, sont disparus ou directement menacés : 24% mammifères (+45% à surveiller), 15% oiseaux (+7% à surveiller), 35% amphibiens (+45% à surveiller), 19% reptiles (+70% à surveiller), 25% poissons d'eau douce, 20% plantes vasculaires (dont 80% des endémiques)
- Les stocks de pêche de l'Atlantique nord ont été divisés par 3 en 10 ans (IFREMER, 2004); certains (ex: morue) considérés comme perdus (= -90% prises/max connu)
- Rythme d'extinction moyen 1000 fois supérieur à ceux enregistrés :
 -1 espèce tous les 30 à 50 ans sous les Tropiques sur 400M années, -5 par jour aujourd'hui.
- Un écosystème dévasté restaure sa richesse spécifique en plusieurs millions d'années.



Nombreux facteurs de dégradation

- Urbanisation
- Artificialisation (infrastructures, agricultures et sylviculture intensives)
- Pollutions locales et globales
- Déforestation (5 à 9Mha/an sur 3Gha; 10-15% forêt originelle reste à Java-Bornéo, rythme triplé en 20 ans; conso UE de bœuf première cause de déforestation de l'Amazonie (soja!), devant le bois (25000km²/an), accentuée par les agricarburants (canne à sucre)
- Erosion
- Sur-exploitation: chasse, pêche, trafics
- Transports ou création d'espèces invasives
- Changement climatique rapide

Or les écosystèmes sont des défenses naturelles

- Le tsunami de décembre 2004 est arrêté par les mangroves, mais dévaste les côtes déforestées pour l'aquaculture
- Les zones humides régulent les crues et les pollutions (ex: La Bassée= 200 à 300M€ investissement en barrage de régulation; ex: marais de Louisiane= 1300€/ha/an en épuration des eaux)
- Les récifs coralliens de Malé, exploités pour la construction, laissent passer les tempêtes>> barrière de béton coûteuse, laide et moins efficace

Erosion biologique = vulnérabilité alimentaire

- Indonésie: -1500 variétés de riz en 15 ans
- Monde : 3 espèces (maïs, blé, riz) font 60% des calories végétales humaines
- Amérique Latine : cultures massives pour l'export >> invasion de white flies >> 1Mha SAU abandonnés
- Maïs sélectionnés pour le rendement perdent la résistance à la chrysomèle (Diabrotica) >>août 2005: 25000l de deltaméthrine par hélicoptère sur l'Ile-de-France
- « Effets dominos » : ex 2005 Venezuela: déforestation >>érosion >> envasement de la lagune de Sinamaica (65km2) >> assèchement>> effondrement des poissons

« Refaire la nature »...?

Obligatoire aux USA (ex: zones humides en exploitation agricole)

Mais

- Avec quels moyens? (cf. déshérence des études d'impacts depuis 20 ans)
- Avec quelles connaissances? (cf. le peu d'investissements en Recherche ; cf. USA, programmes « écomimétiques »)
- Pour quels résultats? (cf. Biosphere II)
- Quelles réussites jusqu'ici?...

Plutôt

- entretenir notre « biosécurité »
- développer l' « éco-mimétisme »

Les conflits de l'eau

- 2004: 1,1 milliard d'êtres humains (17%) sont privés d'eau potable (ONU)
 - □ +2,5°C >> 2,5Md humains privés d'eau potable
 - □ +3°C >> plus de 3Md humains (Exeter 2005)
- Au moins une personne sur quatre vivra en pays affecté par des pénuries d'eau douce en 2050, surtout Asie de l'Ouest, Maghreb et Afrique subsaharienne
 - (Forum mondial de l'Eau 2005: 2/3 humains en pénurie d'eau potable en 2025?)

Un partage des ressources communes de plus en plus serré (Les Echos mars 2007)

Les Français consomment toujours plus d'eau

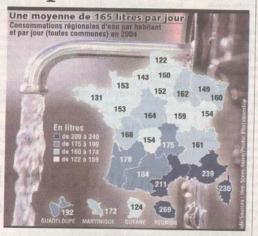
▼ e ou la futur(e) ministre de l'Envile ronnement aura encore des efforts à faire pour convaincre les Français de consommer moins d'eau. Les chiffres publiés hier par l'Institut français de l'environnement (Ifen) et les services statistiques du ministère de l'Agriculture (Agreste) montrent qu'entre 2001 et 2004, la consommation en France a progressé, passant de 160 à 165 litres par habitant et par jour. « Globalement, elle augmente de 1 % chaque année par rapport à 2001 et diffère sensiblement d'une région à l'autre : le Sud et les DOM enregistrent les plus forts volumes consommés, à l'opposé du Nord et Nord-Ouest », indique la publication.

Les habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur consomment 239 litres par an, contre 122 litres dans le Nord-Pas-de-Calais! Le climat, le développement de l'habitat individuel des piscines et jardins, les revenus des ménages mais aussi l'importance du tourisme expliquent ces différences. Mais sur le fond, les associations de défense de l'environnement ne vont

pas manquer de regretter l'insuffisance des messages de prévention visant à convaincre les consommateurs de veiller à fermer plus rapidement leur robinet, veiller aux fuites, ou ne pas trop arroser leur jardin.

Les quantités consommées progressent, les prix aussi. En 2004, le tarif moyen du mêtre cube d'eau s'élevait à 3 euros dans les communes dotées d'un assainissement collectif. Entre 2001 et 2004, il a augmenté plus fortement que l'évolution générale des prix, soit de 2,4 % par an. La facture d'eau domestique - acquittée par les ménages, les artisans, les petites entreprises et les administrations - s'est élevée à 11 milliards d'euros en 2004, soit en moyenne 177 euros par personne et par an.

Les tarifs varient du simple au double, les départements les plus chers se trouvant dans l'Ouest et le Nord, et les moins chers en Rhône-Alpes et en Auvergne. Au



total, 10 % des communes facturent le mètre cube moins de 1,30 euro, et autant le font payer plus de 4 euros, l'abonnement variant de 56 euros en moyenne, à plus de 100 euros en Corse et en Provence. Les tarifs les plus élevés sont pour l'essentiel acquittés en Bretagne, dans une partie du Grand Ouest et dans le Nord-Pas-de-Calais. Ces chiffres devraient alerter les consommateurs bretons, qui ont assisté récemment aux violentes manifestations des agriculteurs locaux, contestant les mesures prises par les pouvoirs publics pour limiter la pollution de l'eau par les nitrates. La France est menacée d'une sanction de 100 millions d'euros par Bruxelles pour non-respect en Bretagne des directives sur la qualité de l'eau.

Retrouvez les chiffres de l'Ifen et d'Agreste sur www.lesechos.fr/documents

Les milliers de propriétaires de maisons fissurées après la canicule de l'été 2003 et qui n'ont obtenu aucune indemnisation montent au créneau. Ils relancent le débat sur les modalités d'indemnisation de la sécheresse.

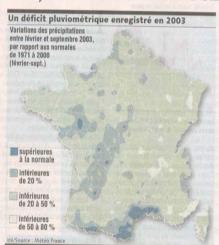
Les « oubliés » de la sécheresse 2003 réclament 1,4 milliard d'euros

I ls sont plusieurs milliers à se sentir floués, tous propriétaires de maisons qui se sont fissurées ou affaissées après la canicule de l'été 2003 et qui n'ont obtenu aucune indemnisation. Las de voir leurs demandes auprès des pouvoirs publics rester lettres mortes, ces « oubliés » de la sécheresse montent au créneau. Ils réclament aujourd'hui 1,4 milliard d'euros d'aide financière supplémentaire. Leur demande relance une nouvelle fois le débat sur les modalités d'indemnisation de la subsidence, que le gouvernement souhaite actuellement réformer, et la difficulté à « objectiver » le phénomène. Et ce alors que les météorologues annoncent une prochaine vague de sécheresse pour

Sentiment d'injustice

demnisation des dommages résultant de catastrophes naturelles, les sinistrés doivent être couverts par une assurance habitation. Mais i faut surtout que leur commune soit reconnue en « état de catastrophe naturelle » parunarrêté préfectoral. Or, sur les 7.700 communes qui en ont fait la demande après la vague de chaleur de 2003, plus de 3,400 n'ont pas obtenu gain de cause, ne pouvant ainsi obtenir de prise en

Pour bénéficier du dispositif d'in-



charge des dégâts par les assureurs. Devant l'ampleur du désastre, le gouvernement a lancé une procédure exceptionnelle pour accorder une aide de 218 millions d'euros aux propriétaires de maisons d'habitation les plus gravement endomma- remise en état moyen par famille est gées dans les communes n'ayant pas souvent plus proche de 100.000 eu-

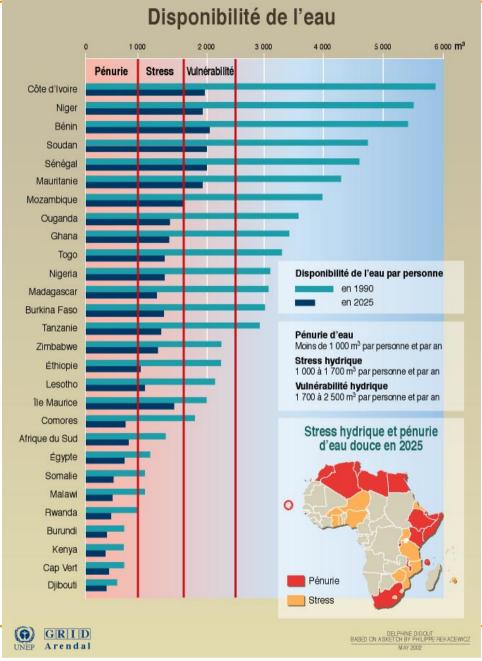
bénéficié d'un arrêté « cat nat ». Mais ces moyens sont jugés largement insuffisants. « Cette enveloppe représente, en movenne, une indemnisation de 65.000 euros par commune sinistrée alors que le devis de

ros, fustige Michel Romero, le président d'une association de sinistrés Les sommes attribuées par les préfectures l'ont forcément été de manière aléatoire et subjective, ce qui ne peut que renforcer le sentiment d'injustice. » Se basant sur le rapport de plusieurs inspections ministérielles rendu en 2005, le collectif national des sinistrés évalue donc à 1,4 milliard d'euros l'augmentation « réa-

liste » de l'aide financière actuelle. Il demande également que soit levée la discrimination entre les sinistrés résidant dans des communes limitrophes, dont l'une a été reconnue en état de «cat nat» et pas l'autre, que ne soient pas exclues du périmètre de l'aide exceptionnelle les résidences secondaires et que les indemnisations puissent être utilisées pour la démolition et la reconstruction d'une habitation, « parfois plus judicieuse que la réparation », Les pouvoirs publics ont déjà promis de rendre à la fin de cette année un rapport sur les conditions d'indemnisation de la sécheresse 2003 («Les Echos» du 26 février). En attendant, le collectif a adressé une lettre aux candidats à l'élection présidentielle pour accélérer ce dossier et « donner une issue juste et équitable pour tous les sinistrés qui vivent

GUILLAUME MAUJEAN

Afrique : Baisse de la disponibilité en eau, augmentation de la population et des températures



Trop d'eau? (ex: Asie)

Tableau TS 8 : Pertes potentielles de terres et populations exposées dans les pays asiatiques selon l'ampleur de l'élévation du niveau de la mer, en supposant l'absence de mesures d'adaptation.

Pays	Elévation du niveau de la mer (cm)	Pertes de terres potentielles		Populations exposées	
		(km ²)	(%)	(millions)	(%)
Bangladesh	45	15 668	10,9	5,5	5,0
Ü	100	29 846	20,7	14,8	13,5
Inde	100	5 763	0,4	7,1	0,8
Indonésie	60	34 000	1,9	2,0	1,1
Japon	50	1 412	0,4	2,9	2,3
Malaisie	100	7 000	2,1	>0,05	>0,3
Pakistan	20	1 700	0,2	n. d.	n.d.
Viet Nam	100	40 000	12,1	17,1	23,1

Qu'est-ce que l'imprégnation chimique?

- DDT dans tous les êtres vivants où on le cherche
- Retardateurs bromés et organochlorés électroniques dans les espadons (2006); concentrations PBDE dans le lait maternel doublant tous les 4-5 ans (EPA)
- Belugas et populations du Saint-Laurent: resp. 27 et 23% cancers : 20t/an de HAP (fabrication d'Aluminium), même occurrence qu'humains
- Micro-particules plastiques omniprésentes pour des centaines ou milliers d'années dans le sable et l'eau de mer. Eventuels effets toxiques à long terme inconnus
- 1989, Massachusetts: la loi Toxic Use Reduction divise par 10 les rejets de 800 entreprises avec un rapport annuel obligatoire mis sur Internet concernant les emplois de toxiques et une taxe annuelle de 500 à 30000\$ suivant quantité et nocivité >>14Mds\$ d'économies pour ces entreprises entre 1990 et 1997
- Juin 2004: projet d'interdiction mondiale des jouets en PVC souple et contenant des **phtalates** (processus biologique d'élimination >> analogues oestrogènes >> féminisations physiologiques et cancers)
- 2006: Greenpeace annonce un classement des 14 principaux producteurs de téléphones portables et d'ordinateurs en fonction de leur utilisation de substances dangereuses et de leur recyclage des déchets

Exemples d'effets diffus

- France, INVS, 2004: 1/3 des cancers dus à alcool et tabac, 2/3 dus à l'environnement (avec 35% nutrition)
- Phytosanitaires (France): IFEN 2006: en eaux de surface, en 2004 96% des cours d'eau (contre 75% en 2002) et 61% des nappes (contre 57% en 2002) contiennent des pesticides à des niveaux présentant un risque pour les espèces biologiques ou demandant un traitement pour pouvoir fournir de l'eau potable. 229 substances sont retrouvées (contre 201 en 2002) dans les cours d'eau, et 166 (contre 123 en 2002) dans les nappes
- Phytosanitaires (UE): dépassement LMR : 3% 1996; 3,3% en 1998; 4,3% en 2001; 5,5% en 2002
- Lien Parkinson/pesticides avéré (2006, Harvard)
- OGM ne résolvent pas le problème: +30 à +100% pesticides et herbicides sur parcelles OGM / conventionnelles (coton Bt, soja RR: USA, Argentine), emploi de mélanges toxiques, résistances, ...



IFEN 2001

IHEDATE 111006 - ©D. Dron EMP

Stimuler l'innovation; ex: remplacer les détergents

- Les embruns chargés de détergents (+HC, métaux, F) détruisent la cuticule des plantes méditerranéennes >> nécrose (sel)
- Réglable en un an (INRA) si détergents 100% vraiment biodégradables. Mais
 - le règlement du PE de mars 2004 contient beaucoup d'exceptions,
 - et l'UE considère un détergent biodégradable lorsqu'il en reste 40% dans l'environnement après 28 jours, dans de l'eau douce à 30°C
- >>>2005 (Univ. Canberra): l'eau dégazée a une tension de surface plus basse et dégraisse sans lessive (azote liquide ou membranes), idem nanomachines, chirurgie... Selon Unilever, la qualité du lavage est moindre

Ex: substituer des toxiques

- La plupart des produits anti-termites, anti-capricornes et fongicides seront interdits par la directive biocides de 1998 à compter de 2008
 - produits actuels : sels de cuivre, chrome et arsenic (CCA) ou créosotes (jus de pyrolyse du bois), toxiques.
- Un laboratoire toulousain a fabriqué un substitut à partir d'huile de colza ou de tournesol
 - non toxique
 - transforme la cellulose en ester de cellulose, non digeste pour les termites

Ex: remplacer des dérivés pétroliers

- Ex: raffinage végétal (ex maïs)
 - Amidon >> nombreuses molécules possibles
 - Décomposition des sacs d'amidon : 6 mois au contact de la terre (4 siècles pour les sacs plastiques)
 - Huile du germe : aéronautique; protéines : plastique ou colles ; glucose : éthanol.
- Objectif USA: d'ici à 2030 40% des terres cultivées consacrées à la « chimie verte ».
- Pas de raisonnement monocritère, a fortiori sous aléa climatique:
 - Sécurité adaptative biologique: ne pas aggraver l'érosion biologique en fragilisant davantage les écosystèmes pour ce faire (approche agroécointensive)
 - Ne pas aggraver les pollutions chimiques et l'érosion en utilisant les méthodes intensives agricoles conventionnelles (considérées aujourd'hui comme obsolètes face aux nouveaux défis)
 - vérifier les éventuels nouveaux polluants de l'air par exemple dérivés des phytosanitaires

Décloisonner l'analyse

- Le changement de climat accroît les problèmes d'eau et menace de rupture les écosystèmes
- La diversité biologique, appauvrie, est plus vulnérable au choc climatique et dégrade les ressources en eau
- L'eau polluée ou raréfiée dégrade la diversité biologique
- L'imprégnation chimique perturbe les écosystèmes et pollue les eaux et les sols
- La pauvreté attire les dégâts environnementaux (cf. déchets Abidjan sept. 2006), et est aggravée par eux (Rwanda, Haïti…)
- La valeur explicite des nouvelles raretés (nourriture, espace, eau, matières premières...) grimpe (blé, maïs, métaux, ha...)

Développement durable =?

- = constater que science et technique créent savoir, pouvoir et donc responsabilité sur le futur et l'ailleurs
- = ne pas se construire ses propres impasses
- = analyser toutes ses actions selon ces critères
- = être réalistes

Etre réalistes?

- L'humanité peut agir sur beaucoup de choses : les organisations, les conventions de calcul, les affectations de ressources, même les approches culturelles, ...
- mais pas sur les bases de la physique, de la chimie ou de la biologie...
- ... sur lesquelles reposent nos conditions de vie individuelle et sociétale

Etre réalistes malgré notre héritage!

- Bacon, XVIIè: « Reculer les bornes de l'Empire Humain en vue de réaliser toutes les choses possibles »
- Descartes, XVIIè: « Nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature »
- Say, XIXè: « Si les biens naturels n'étaient pas inépuisables, nous ne les obtiendrions pas gratuitement»

Quelques références bibliographiques

- www.ipcc.ch tous les rapports du GIEC
- www.effet-de-serre.gouv.fr étude division par 4, divers études et articles
- www.manicore.fr divers climat et énergie
- <u>www.datar.gouv.fr</u>: Changement climatique, énergie et développement durable des territoires, Territoires 2030 n°2, décembre 2005 : Dron (D) « Le défi climato-énergétique du territoire », etc.
- L'homme et sa planète, Académie des Sciences morales et politiques, juin 2003 (chapitres développement durable, énergie, etc)
- Energies de ton siècle! P. Radanne, 2005 et article de commentaires «Inventez ce siècle! A propos du livre de Pierre Radanne » Futuribles mars 2006 (D. Dron)
- L'après-pétrole, Luc Wingert, 2004
- Le plein s'il-vous-plaît, JM Jancovici et A. Grandjean, 2006
- Arrouays D. et al., Stocker du carbone dans les sols agricoles de France, INRA, expertise collective, octobre 2002
- Pour une politique soutenable des transports, D. Dron et M. Cohen de Lara, Doc Française réédition 2000
- Agriculture, monde rural et environnement: qualité oblige, JL Pujol et D. Dron, Doc Française 1999
- Nourrir la planète, M. Griffon, O. Jacob juin 2006
- Effondrement, J. Diamond, NRF 2006
- La maison des [néga]watts, T. Salomon et S. Bedel, Terre Vivante 2007
- Dron (D), Energie: l'Europe au régime, Libération 25 juillet 2005 (Rebonds)
- Dron (D), « Préserver la planète et l'humanité : nos marges de manœuvre », Conférence au Collège de France du 21 février 2006, cahiers du MURS n°50, décembre 2006
- Dron (D), « Les enjeux d'un climat soutenable », dans Regards sur la terre, Dossier Energie et changements climatiques, AFD-IDDRI, Presses de Sciences Po, novembre 2006
- Dron (D), « Construire d'urgence le prochain monde », Ville et Transport n° 20 décembre 2006
- Dron (D) et Juvin (H), « Pour une économie robuste dans un monde fini », les Echos 280307
- Croissance et environnement, La J & la R août-sept 2007